

## **ARRETE MUNICIPAL N° 2023/115**

### **Réglementation temporaire de la circulation et du stationnement en vue d'une reconstitution judiciaire**

---

**Le Maire** de la Ville d'Ambilly,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1 et L 2212-2, L 2212-13, L 2213-2, L 2213-6,

**VU** le code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L 2122-1,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code Pénal, article R.610-5

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,

**VU** la Commission Rogatoire n° JI CAB JI222000031 en date du 28/09/2023 par un Juge d'Instruction près le Tribunal Judiciaire d'Annecy,

**VU** la demande formulée par l'antenne de la Police Judiciaire d'Annemasse,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu procéder à la fermeture de rue, le temps de la reconstitution,

**CONSIDERANT** que toutes les mesures sécuritaires doivent être prises pour assurer la protection des intervenants ainsi que le bon déroulement de l'enquête judiciaire,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** la circulation sera interdite le mardi 17 octobre 2023 de 18 heures à 23 heures 30 sur les axes suivants :

- Rue Margueritte Coco
- Rue de l'Helvétie
- Rue de la Treille.

Sauf pour les véhicules de service.

**ARTICLE 2 :** le stationnement sera temporairement interdit dans la portion de la Rue Babuty face au numéro 1,3 et 5 de la Rue de la Treille, le mardi 17 octobre de 08h00 à 23h30.

**ARTICLE 3 :** La mise en place de panneaux de signalisation réglementaires sera assurée par les services de la police municipale.

**ARTICLE 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur. Les véhicules en infraction seront mis en fourrière.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés municipaux. Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté.

Ambilly, le **04 OCT. 2023**  
Le Maire,  
Guillaume MATHELIER



*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le Représentant de l'Etat.*

Publié sur le site internet le : **05 OCT. 2023**